

A la suite de la mobilisation stop méga-bassines qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes, les organisations adressent une lettre ouverte aux élu.es de la République pour appeler à l'apaisement. Au vu des tensions générées par la crise de l'eau sur le territoire, un moratoire sur les bassines est indispensable pour recréer un dialogue démocratique.

Pour continuer de défendre un juste partage de l'eau, Les soulèvements de la terre et Bassines non merci appellent à une Traversée des Luttés de l'Eau, de la Venise verte à la lagune de Venise du 2 au 8 septembre 2024. Une délégation partira du Poitou afin de continuer à tisser des liens entre différentes luttes.

En cas de démarrage de chantier, cette traversée pourrait prendre une autre teneur car cela engendrerait inévitablement une nouvelle escalade des tensions sur le territoire et ne permettrait en rien un apaisement.

Les organisations interpellent les élu.es qui refusent la faillite démocratique autour de la question vitale de l'eau et qui acceptent le débat, à construire une politique de l'eau partagée, qui apaise plutôt qu'elle ne détruit.

LETTRE OUVERTE AUX NOUVEAUX ET NOUVELLES ÉLU·ES DE LA RÉPUBLIQUE : POUR L'EAU, NOUS APPELONS À CESSER LE FEU

Nous appelons à stopper la guerre de l'eau, à mettre en pause les projets de bassines via un moratoire afin de recréer un dialogue démocratique.

Ce sont plus de 40 000 personnes qui ont convergé massivement vers le Poitou à l'occasion de la mobilisation internationale stop méga-bassines du 16 au 21 juillet 2024, appelée par plus de 120 organisations.

Des milliers de paysann.es, habitant.es, syndicalistes, scientifiques et élu.es ont réussi à éviter le piège d'un nouveau Sainte-Soline, grâce à l'inventivité des gestes portés et des parcours empruntés. Ces milliers de personnes ont exercé leur liberté de manifester en visibilisant l'agro-industrie et en demandant un moratoire immédiat sur les projets de bassines.

Pourtant, une fois de plus, Gérald Darmanin a joué le jeu de l'escalade répressive en mobilisant 3000 gendarmes sur 3 départements, en militarisant les abords du Village de l'Eau et les manifestations - assumant jusqu'à mettre le feu aux champs des agriculteurs qu'il prétend défendre. Depuis des années et de manière croissante, les militant·es pour la défense de l'eau sont victimes de multiples menaces et agressions, s'ajoutant à la répression d'Etat. A titre d'exemple, le convoi vélo qui rejoignait le Village de l'Eau depuis Bordeaux a subi une violente agression nocturne, malgré la surveillance policière constante dont il faisait l'objet.

Par ailleurs, les dirigeant-es de la Coordination Rurale ont menacé d'envahir le Village de l'Eau, espace d'échanges et de débats, allant même jusqu'à prophétiser "qu'il y aurait des morts". Promettant que des "milliers d'agriculteurs" se joindraient à elle pour encercler le Village. Ils n'auront au final rassemblé qu'une poignée d'entre eux et quelques tracteurs - prouvant ainsi que la défense des bassines ne fait pas l'unanimité dans leurs rangs.

La science, les institutions et la justice nous donnent raison : les mégabassines ne sont pas une solution face au changement climatique. De leur côté, les agriculteurs et agricultrices dénoncent une répartition inégale de l'accès à l'eau.

Il est temps que les tensions cessent. Nous voulons retrouver la tranquillité sur nos territoires. C'est pourquoi, nous serons à Paris dès la rentrée de septembre et l'investiture du nouveau gouvernement, pour échanger avec les représentant-es nouvellement élu-es, dont certain-es nous ont déjà assuré de leur soutien. Les projets de bassines ont été portés et passés en force par un gouvernement et une majorité qui n'existent plus. Nous appelons la nouvelle Assemblée à mettre en place un moratoire sur les bassines au travers d'une loi. Pour nous, il est un préalable à la reprise des débats sur les choix collectifs pour la politique de l'eau en France.

Le dialogue n'est pas possible tant que les chantiers se poursuivent dans le Poitou ou ailleurs. Le démarrage d'un nouveau chantier à Saint Sauvant, dans la Vienne serait dramatique et viendrait inévitablement enterrer toute possibilité d'apaisement. Les défenseurs-euses de l'eau ont prouvé une fois de plus leur détermination à se mobiliser massivement si un chantier venait à démarrer à la rentrée.

Nous espérons que cette main tendue sera saisie par celles et ceux qui refusent la faillite démocratique autour de la question vitale de l'eau, et qui acceptent le débat. C'est le moment, voilà notre chance à toutes et tous de sortir par le haut de cette situation. Saisissons-la pour une politique de l'eau partagée, qui apaise plutôt qu'elle ne détruit.

Le collectif Bassines Non Merci